



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Hausse des prix

Question au Gouvernement n° 4519

Texte de la question

HAUSSE DES PRIX

M. le président. La parole est à M. Fabien Roussel.

M. Fabien Roussel. Monsieur le Premier ministre, il y a quelques jours, un retraité du Nord est venu m'exprimer sa profonde détresse. Après une longue vie de travail à temps complet, ce monsieur perçoit en tout et pour tout une retraite de 930 euros par mois. Dans son budget, chaque dépense est comptée, pesée, mesurée. Il m'a montré le nouvel échéancier de sa facture de gaz : ses mensualités vont passer de 68 à 148 euros, soit 80 euros de plus. Il ne sait pas comment il va faire. Il ne s'en sort plus, il est en colère.

À Poitiers, c'est une étudiante qui m'a raconté qu'elle était obligée de prendre sa voiture pour se rendre à son stage, à trente kilomètres de son domicile. L'essence lui coûte désormais un bras tous les mois.

De l'autre côté de l'Atlantique, ce sont nos compatriotes martiniquais et guadeloupéens qui crient leur colère. Là-bas, la hausse des prix atteint 30 % au minimum, et pour un retraité agricole qui perçoit en moyenne 375 euros par mois, c'est beaucoup ; le taux de chômage atteint des sommets.

Vos réformes, comme les chèques que vous avez décidé de distribuer, ne compenseront jamais ces hausses de prix. Je crains le pire pour cet hiver : combien de familles et d'étudiants fermeront leur chauffage, se priveront de nourriture, ne paieront plus leur loyer pour faire face à cette situation ?

À la Bourse de Paris, en revanche, on sable le champagne et les profits s'envolent. En un an, l'indice CAC40 a grimpé de 40 % : du jamais vu ! L'ensemble des dividendes versés dans le monde atteint le montant vertigineux de 1 460 milliards de dollars, soit une hausse de 15 % !

L'argent est là, monsieur le Premier ministre. Répondez à l'urgence sociale ! Baissez les taxes sur les produits de première nécessité, sur le gaz, sur l'électricité et sur l'essence ! Surtout, augmentez les bas salaires, augmentez les pensions ! Voilà l'urgence du moment ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et SOC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de la relance.

M. Fabien Di Filippo. Et de la baisse du pouvoir d'achat !

M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance. Nous prenons la question de la hausse des prix très au sérieux.

M. Jean-Louis Bricout. Huit euros par mois !

M. Bruno Le Maire, ministre. Nous considérons que l'inflation mérite toute notre vigilance et une protection efficace. Nous avons donc examiné attentivement d'où vient cette hausse des prix. Vous l'avez dit : elle vient d'abord de l'augmentation des prix de l'essence, du gaz et de toutes les énergies fossiles. Avec le Premier ministre, nous avons prévu un bouclier sur les prix du gaz ; nous avons anticipé la hausse des prix de l'électricité, qui devait augmenter de plus de 15 % fin janvier, en la plafonnant à 4 % ; et nous avons instauré une indemnité inflation pour toutes les personnes dont le revenu est inférieur à 2 000 euros.

M. Jean-Louis Bricout. Huit euros par mois !

M. Bruno Le Maire, ministre. Nous agissons donc pour protéger les Français contre la hausse des prix et nous suivons l'inflation avec la plus grande vigilance.

M. Fabien Roussel. Il faut plus !

M. Bruno Le Maire, ministre. Quant aux salaires, nous faisons en sorte que les personnes les plus modestes soient mieux rémunérées en complétant leur revenu par des soutiens de l'État : prime d'activité, défiscalisation des heures supplémentaires, défiscalisation des pourboires dans l'hôtellerie et la restauration, suppression de cotisations sociales, primes défiscalisées...

M. Alain Bruneel. Et les salaires ?

M. Bruno Le Maire, ministre. Tout cela permettra aux salariés percevant un revenu au niveau du SMIC, c'est-à-dire un peu plus de 1 270 euros par mois, de toucher 1 500 euros nets par mois ; c'est le résultat de la politique du Gouvernement. (*« Non ! C'est faux ! » sur les bancs du groupe GDR.*)

Rappelons également que nous avons l'un des SMIC les plus protecteurs de tous les pays développés puisque c'est le seul à être indexé sur l'inflation : lorsque les prix augmentent, le SMIC augmente automatiquement.

J'appelle tous les secteurs qui connaissent une pénurie de main d'œuvre – comme l'hôtellerie et la restauration, dont j'ai encore rencontré les représentants hier – à consentir des efforts salariaux pour rendre leurs métiers plus attractifs et à améliorer les rémunérations, alors qu'ils connaissent tant de difficultés à recruter.

M. Pierre Cordier. Il n'y a qu'à traverser la rue !

M. Bruno Le Maire, ministre. Quant à l'augmentation générale des salaires, prenons garde à la boucle prix-salaires : c'est un cercle vicieux qui peut nourrir l'inflation et appauvrir les Français ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

Données clés

Auteur : [M. Fabien Roussel](#)

Circonscription : Nord (20^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4519

Rubrique : Pouvoir d'achat

Ministère interrogé : Économie, finances et relance

Ministère attributaire : Économie, finances et relance

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [17 novembre 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [17 novembre 2021](#)